

Covid-19 : « Si l'Etat n'est pas prêt à investir et à planifier, le choc sera de nouveau rude »

 [lemonde.fr/idees/article/2020/11/05/covid-19-si-l-etat-n-est-pas-pre-a-investir-et-a-planifier-le-choc-sera-de-nouveau-rude_6058546_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/05/covid-19-si-l-etat-n-est-pas-pre-a-investir-et-a-planifier-le-choc-sera-de-nouveau-rude_6058546_3232.html)

Tribune. Il est devenu courant de parler de « guerre » contre le coronavirus. La restriction des libertés d'activité et de déplacement ainsi que la mobilisation des hôpitaux atteignent en effet des niveaux inconnus en dehors des grands conflits armés qui ont marqué l'histoire du XX^e siècle sur notre territoire. L'importance sans précédent en temps de paix du choc économique sur la production et la consommation nous pousse également vers un vocabulaire martial.

Mais, si l'on suit cette perspective, il est toutefois frappant de constater combien le rôle économique de l'Etat ne revêt, pour l'instant, aucun des attributs d'une économie de guerre. Certes, cela tient en partie au fait que, heureusement, nous avons évité le rationnement et le contrôle des prix. Mais, pour le reste, faut-il se réjouir de cette timidité ? On peut au contraire y voir un signe de faiblesse, empêchant une réponse proportionnée à la crise économique actuelle.

Lire aussi Crise sanitaire : « Sans sérénité financière, pas de confiance, pas de relance »
A l'opposé de l'organisation de la production qui caractérisait les puissances étatiques en guerre, les politiques jouent aujourd'hui principalement un rôle de régulation et d'assurance, en attendant que les forces du marché reprennent rapidement leur droit. Elles mettent en place divers dispositifs fiscaux, de crédit et de subvention pour éviter faillites d'entreprises et chômage tant que dure le choc. En revanche, il n'y a pas de tentative de réorganiser la production et les échanges, de « planifier » l'économie pour qu'elle puisse surmonter ce choc autrement, en se transformant.

Refus de planification

Ainsi, le débat porte principalement sur le choix de fermer et d'indemniser temporairement des entreprises, plutôt que sur des manières alternatives de faire fonctionner l'économie en ces temps difficiles. Les commerçants et restaurateurs sont priés de s'organiser eux-mêmes pour mettre en place le retrait de commande et se tourner vers des compagnies privées de livraison – dont on connaît l'appétence pour le travail précaire, les fortes marges et l'échappement à la fiscalité. On fait appel au sens civique du consommateur pour tenter de nuancer le fait que les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), Deliveroo, Netflix et consorts sont les grands gagnants économiques de cette crise.

Planifier ne requiert pas de tout nationaliser – on voit que les chaînes d'approvisionnement fonctionnent –, mais il est révélateur qu'aucun service public n'ait été conçu pour assurer les livraisons, et que les commandes de l'Etat n'aient pas massivement remplacé les commandes privées dans certains secteurs. Il semble que les

conséquences de cette crise sur le développement du capitalisme monopolistique numérique et ses dangers – bien décrites par les économistes Robert Boyer ou Daniel Cohen dans diverses contributions récentes – soient largement sous-estimées.

Lire aussi Robert Boyer : « Le capitalisme sort considérablement renforcé par cette pandémie »

Les conséquences du refus de la planification sont de trois ordres : à court terme, cela crée un sentiment d'impuissance et d'injustice que l'on observe dans les oppositions croissantes aux nouvelles mesures sanitaires ; à moyen terme, on sous-estime la destruction de capital, physique et humain, causée par ce confinement. Il est certes primordial d'aider financièrement les activités menacées, mais nombre d'entreprises après le confinement ne seront plus les mêmes : elles auront perdu du savoir-faire, des parts de marché difficiles à regagner, etc.

Ce qui est vrai pour une entreprise l'est aussi au niveau national : les grandes difficultés auxquelles ont fait face les étudiants et la recherche ces derniers mois (hormis la recherche médicale, devenue, pour de bonnes raisons, prioritaire) auront des conséquences négatives fortes sur le stock de connaissances et de compétences. Comment l'Europe rattrapera-t-elle ce retard, notamment par rapport à la Chine, aujourd'hui épargnée? Enfin, à court et moyen terme, la modeste contribution fiscale des entreprises qui profitent le plus de la période actuelle affaiblit dangereusement le budget de l'Etat et la cohésion nationale ; deux choses essentielles pour mener une guerre.

La question de l'épargne

Au XX^e siècle, les économies de guerre qui ont affronté les conflits mondiaux reposaient sur trois piliers : nationalisation et planification des secteurs-clés, taxation des bénéfices exceptionnels liés à la guerre, mise en place d'un circuit de financement des dépenses publiques, indépendamment du marché. Certes, cela n'est pas à reproduire à l'identique – et il y eut des différences notables selon les guerres et les pays –, mais, mises en perspective historique, les faiblesses actuelles de l'Etat et de notre imagination sont manifestes. Ces trois caractéristiques de l'état de guerre furent également au fondement des politiques d'après-guerre pour défendre la démocratie contre des injustices jugées trop criantes et le risque d'un effondrement économique.

Pour vaincre le chômage, les deux grands enjeux des mois à venir, pendant et après l'épidémie, seront de renforcer le tissu productif et d'avoir une politique judicieuse vis-à-vis de l'immense épargne accumulée par les plus riches depuis mars 2019. Soit l'on pense que – malgré l'incertitude économique et sanitaire – cette épargne va fondre immédiatement et la consommation augmenter dès la fin de l'épidémie, ou que les marchés financiers vont l'orienter naturellement vers des investissements productifs et environnementaux. Soit il apparaîtra que, dans un monde toujours pétri d'incertitudes

et d'aversion pour le risque, cette épargne restera importante, et principalement investie dans de la dette publique – les entreprises demeurant par ailleurs frileuses vis-à-vis de l'investissement dans le long terme.

Lire aussi Confinement et économie : huit graphiques qui montrent l'onde de choc depuis mars

En s'endettant, ou en taxant cette épargne (pour éviter qu'elle n'alimente surtout les dettes étrangères), l'Etat sera le principal récipiendaire de ces flux. Les gouvernements actuels parient sur la première option, continuant à penser que, comme depuis quarante ans, les Etats peuvent s'endetter largement auprès des marchés financiers tout en réduisant continûment l'investissement et le capital publics. La prudence ainsi que l'expérience des économies d'après-guerre incitent pourtant à envisager la seconde. Si l'Etat n'est pas prêt à investir et à planifier, le choc sera de nouveau rude.

Eric Monnet est directeur d'études à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales) et professeur à l'Ecole d'économie de Paris